

ÉCONOMIE & POLITIQUE | INTERNATIONAL

Les agriculteurs craignent la nouvelle réforme de la PAC

La Politique agricole commune sera réformée en 2014. Les grandes lignes seront divulguées la semaine prochaine.



ÉCLAIRAGE
Jean-Michel Lallieu

Quelle Politique agricole commune pour l'Europe ? Après une consultation populaire étendue sur plusieurs mois cette année, le commissaire à l'Agriculture, Dacian Cioloș, présentera ce mercredi les pistes pour une nouvelle réforme de la PAC qui devra intervenir à l'aube de 2014. Après la crise alimentaire mondiale de 2008 et la crise du lait qui a mobilisé les agriculteurs au cours de l'été 2009, les futures orientations sont attendues avec une certaine inquiétude par le monde agricole. C'est que la PAC est en constante révision depuis 1992 et que, pour les producteurs européens, la situation n'a fait que se dégrader. Il y avait eu des excès dans le passé. Lors de son entrée en vigueur, en 1962, la PAC avait été conçue comme une politique devant garantir la sécurité alimentaire des pays membres. L'Europe était sortie de la guerre le ventre vide et ne l'avait pas oublié. Les mesures avaient alors été faites pour aider les producteurs à produire plus. Mission plus que réussie.

Dans les années 70 et 80, l'Europe croulait sous les montagnes de beurre et de viande congelée qu'elle ne parvenait pas à écouler.

DES AIDES NON LIÉES
Pour mettre un terme à ce piège, les instances européennes ont mené des politiques de restructuration à partir de 1992. Pour les producteurs, la tendance la plus visible a été la fin des prix garantis afin de s'aligner sur les prix mondiaux, conformément aux exigences de l'Organisation mondiale du commerce, et leur remplacement par des aides directes. Aujourd'hui, les producteurs reçoivent un soutien à l'hectare de terre agricole, cultivée ou non. Ces aides représentent 70% du budget total de la politique agricole européenne. Trop ? Les décideurs politiques européens coïncident depuis longtemps sur le budget réservé à l'agriculture. Actuellement, il représente 44% d'un budget communautaire total de 140 milliards. En 1990, il était de 63%. Et lors de la prochaine réforme budgétaire, l'agriculture pourrait à nouveau voir sa part diminuer. « *Quelles que soient les mesures que décideront les ministres de l'Agriculture des Vingt-sept pour la prochaine réforme, l'avenir de la PAC dépendra au final des décisions prises par les ministres de l'Economie et des Finances concernant le budget à y réserver* », note Nadège Chambon, chercheuse au think tank Notre Europe à Paris. Mais elle défend l'idée que l'agriculture coûte moins cher au contribuable européen que ce que les chiffres peuvent laisser croire. « *Il faut bien voir que c'est une des seules politiques intégrées au niveau communautaire, d'où le montant important qui y est consacré. Mais, précise-t-elle, si on additionne les budgets nationaux et le budget communautaire au niveau des différentes politiques, elle est en fin de compte peu coûteuse.* »

Au sujet des propositions que



© Reuters

Les aides sont toujours mal réparties. Les céréaliers restent les grands bénéficiaires de la PAC.

« *La PAC semble coûteuse parce que c'est une des rares politiques vraiment intégrée.* » **N. Chambon**, chercheuse

fera le commissaire Cioloș ce mercredi, des grandes lignes ont percé. On sait qu'il souhaite plus lier les aides à l'environnement et à l'emploi et mieux les répartir en-

tre les pays membres. Des pistes jugées intéressantes mais qui risquent ne pas aboutir aux formes attendues. « *Nous attendons de la future PAC qu'elle soit*

rémunératrice pour les agriculteurs. Nous restons demandeurs d'une régulation des marchés », insiste Yvan Hayez, secrétaire général de la Fédération wallonne des agriculteurs.

Alignés sur les prix mondiaux, les agriculteurs européens sont de plus en plus confrontés à la volatilité des marchés et doivent parfois vendre leurs produits à perte, comme on l'a vu avec le lait. Le secteur prône de ce fait une régulation par des quotas de production... qui existent mais que la Commission entend supprimer d'ici 2015. « *Il n'est pas normal de constater qu'en Wallonie, selon le secteur d'activité, 30 à 80% des bénéfices d'une exploitation sont as-*

surés par les aides directes. Or, à chaque réforme, on parle de les diminuer », note Yvan Hayez.

UNE PAC ÉQUITABLE
Ces aides devraient en outre être mieux réparties. Entre les nouveaux et les anciens Etats membres, mais aussi entre les types de production. « *Historiquement les grandes cultures céréalières ont toujours été plus soutenues, pour limiter notre dépendance aux céréales américaines*, explique Nadège Chambon. *Il faut corriger cet état de fait. Il n'est pas normal que les filières des fruits et légumes, du vin ou du porc ne reçoivent pas de soutien.* »

On le voit, l'agriculture européenne vit en état permanent d'assistance respiratoire. Défenseur d'un mode agricole durable qui puisse notamment ramener de l'activité à taille humaine dans les campagnes, Gérard Choplin, secrétaire général de la coordination européenne Via Campesina, voudrait que les Européens aient le courage de revenir à l'époque d'avant l'OMC et de créer un marché européen protégé avec des prix garantis. « *Un agriculteur européen ne peut pas produire au prix mondial, son coût de revient est supérieur. Comment voulez-vous encore motiver des jeunes de se lancer dans ce métier, si vous leur dites que l'essentiel de leur revenu sera constitué d'aides. C'est démotivant.* »

Pour rendre tout son intérêt à la PAC, il faut aussi avoir en tête que, si l'agriculture européenne ne représente que 2% du PIB communautaire et concerne 12 millions d'exploitants, elle gère quand même 50% de tout le territoire européen. « *Si dans la prochaine réforme les aides incitent à une gestion durable des ressources naturelles*, pointe Nadège Chambon, *l'agriculture deviendra un important levier d'actions pour d'autres défis auxquels l'UE est confronté. Qu'il s'agisse du climat, de l'environnement ou de l'emploi.* » ■

La croissance en zone euro a fondu de moitié au 3e trimestre

La croissance économique de la zone euro a accusé un ralentissement attendu au troisième trimestre, montrant que l'Europe reste fragile. La croissance du Produit intérieur brut (PIB) des 16 pays partageant la monnaie unique a été de 0,4%, selon une première estimation publiée vendredi par l'Office européen des statistiques Eurostat. Elle a été plus que divisée par deux par rapport au 1^{er} du trimestre précédent. L'Allemagne, principale économie de la zone euro, a continué à tirer l'ensemble de la région, avec une croissance de 0,7%. C'est cependant un net ralentissement par rapport au très fort rebond du deuxième trimestre (+2,3%). Parmi les autres grandes économies de l'Union monétaire, la croissance a fléchi en France à 0,4%, contre 0,7% le trimestre précédent. Elle a ralenti à 0,2% en Italie et a été nulle en Espagne. En Belgique, la croissance au troisième trimestre a perdu un demi point de pourcentage, à 0,5%, contre 1% au deuxième trimestre. ■

La confiance des consommateurs américains rebondit plus que prévu

La confiance des consommateurs américains a rebondi plus que prévu, selon l'indice de l'Université du Michigan, dont l'estimation préliminaire pour novembre a été publiée vendredi. Cette mesure de l'opinion que les ménages américains ont de leur situation financière et de l'économie des Etats-Unis a gagné 1,6 point par rapport à octobre - où elle avait touché son plus bas niveau en onze mois - pour s'établir à 69,3, selon ce résultat provisoire. Les analystes pensaient que la progression de l'indice serait un peu moins forte puisqu'ils estimaient que celui-ci s'établirait à 69,0, selon leur prévision médiane. Sur son site internet, l'Université du Michigan rappelle que le marché du travail américain est toujours dégradé, avec un taux de chômage à 9,6 % en octobre, et des revenus peu dynamiques qui pèsent sur le moral des Américains. ■

L'Allemagne adopte une nouvelle réforme de la santé

Les députés allemands ont adopté vendredi après des mois de tirailllement une énième réforme de la santé, très critiquée car elle va se traduire par une hausse des cotisations à l'assurance maladie et limiter les dépenses à la charge du patronat. Pour les assurés du système public, les cotisations vont passer à 15,5% du salaire brut, contre 14,9% à l'heure actuelle. Salariés et employeurs vont se partager les coûts de cette augmentation, qui assure le financement du système pour 2011. Evolution démographique, allongement de l'espérance de vie et hausse des dépenses menacent la pérennité du système. Les caisses publiques devraient afficher l'an prochain un déficit cumulé de l'ordre de 11 milliards d'euros, a indiqué en septembre le ministre de la Santé. La réforme va « *résoudre les problèmes de l'année 2011 et amorcer le passage à un système meilleur et plus juste* », a argumenté vendredi le ministre de la Santé libéral (FDP) Philipp Rösler. ■

LE NOUVEAU GOUVERNEMENT DEVRAIT ÊTRE ANNONCÉ CE LUNDI. MAIS CONSTITUERA-T-IL UNE SURPRISE ?

Gouvernement français : la fin, enfin, du suspense

RÉCIT

Mars 2010 : comme six ans auparavant, la droite se prend une déculottée sévère aux régionales. Plusieurs ténors de droite sont alors unanimes : il faut donner à la politique de l'exécutif un nouveau tournant. Mais Nicolas Sarkozy ne l'entend pas de cette oreille. Face aux Français, à la télévision, le 22, il indique qu'il ne faut tirer que des « conséquences régionales » à ce scrutin qui n'est que régional. C'est le même, pourtant, en 2004, qui pressait Jacques Chirac à un remaniement après l'échec électoral.

En fait, Nicolas Sarkozy déteste se laisser guider sa conduite par les événements. Il veut rester le maître de son calendrier. La preuve, quelques semaines plus tard. Les scandales s'accumulent au sujet des membres du gouvernement. Pas une semaine ne passe sans que le « Canard Enchaîné » ne révèle les petits arran-

gements des ministres avec les deniers publics. Jusqu'à la « bombe » Eric Woerth, mouillé par la presse dans l'affaire Bettencourt. Deux secrétaires d'Etat sous pression veulent quitter le navire. Sarkozy résiste. Il finira par accepter leur démission. Et annonce alors un remaniement pour l'automne, après l'adoption de la réforme des retraites, son unique sujet de préoccupation alors.

LA VOIE EST LIBRE
Depuis mercredi dernier, c'est chose faite. La loi a été publiée au Journal officiel. Et la voie est désormais libre pour une nouvelle séquence politique, portée, croient les grands manitous de l'Elysée, par le renouveau qu'apporterait un gouvernement remanié. Mais le mal est fait au sein de la majorité. Ces mois de suspense ont vu le retour des grands coueteux de la droite. Les courants se sont déchirés et les ministres ont passé ces semaines paralysés dans l'attente de la décision-couperet.

Preuve de ce malaise : la sourde rivalité entre François Fillon et Jean-Louis Borloo, ministre d'Etat, principal représentant du centre-droit dans le gouvernement et pressenti pendant tout le début de l'automne comme le successeur du premier. Sa campagne

“
Sarkozy tient à rester le maître de son calendrier.

dans les médias est alors intense. Après un passage chez le coiffeur, pour faire coller son look au sérieux de la charge, Borloo croit dur comme fer à sa chance : la séquence sécuritaire de l'été puis la grogne sociale autour de la réforme des retraites font de lui le porte-drapeau idéal d'une se-

conde partie de quinquennat apaisé.

Mais, en coulisses, la riposte de Matignon s'organise. Trop brouillon, trop dépensier, peu apprécié des parlementaires de la majorité, les affidés de Fillon font passer le message jusqu'à l'Elysée. Les cafouillages autour de la gestion de la pénurie d'essence, alors que Borloo est ministre en charge des Transports, achèveront de tuer sa candidature.

Que reste-t-il comme choix à Nicolas Sarkozy pour diriger son gouvernement ? Michèle Alliot-Marie ? Il ne la supporte pas et n'estime pas indispensable de renforcer le pôle « ex-RPR » de l'exécutif, dont la ministre de la Justice est la représentante. Brice Hortefeux ? Ce serait à nouveau mettre l'accent sur une droitisation du discours. Et puis, Nicolas Sarkozy commence à constater l'échec de sa stratégie de récupération des électeurs du Front national : trop de pertes au centre.

Le landerneau politico-médiatique en est désormais persuadé :

la seule option restant au président est celle de son actuel Premier ministre. Tout ça pour ça... En ne voulant pas se faire dicter ses décisions, Nicolas Sarkozy a finalement été pris au propre jeu de son calendrier. L'hyper-président

ne peut finalement plus se passer d'un Premier ministre relativement populaire et qui reste son négatif. Ce remaniement marquera en fait la victoire du « collaboreur » Fillon. ■

Sylvie Fagnart, à Paris



François Fillon, seule option pour Nicolas Sarkozy?